

## MODALITÉS D'INSCRIPTION

Suite à la publication de la loi n°2016-1828 du 23 décembre 2016, l'admission en master 1ère année est subordonnée au succès de l'examen d'un dossier de candidature suivi le cas échéant d'un entretien et/ou d'épreuves écrites. Le dossier de candidature est constitué des pièces suivantes : formulaire de candidature, lettre de motivation, curriculum vitae, diplômes et relevés de notes des études supérieures en France ou à l'étranger. Pour certaines mentions de master, des pièces complémentaires peuvent être exigées. Les dates limites de dépôt des dossiers de candidature sont fixées chaque année universitaire et font l'objet d'une publication sur le site internet de l'université Lyon 2.

Sont concerné.es les étudiant.es de l'université Lyon 2, les étudiant.es venant d'un autre établissement d'enseignement supérieur français ou de l'Union européenne, ainsi que les candidat.es à la VAE. Les étudiant.es de nationalité étrangère hors Union européenne suivent la procédure CampusFrance ou déposent un dossier de candidature selon leur situation.

## DROITS D'INSCRIPTION

Droits d'inscription 2018/2019 en master 243 euros + Contribution Vie Étudiante et de Campus (CVEC) 90 euros.

## RÉGIME D'INSCRIPTION

Le Master Droit social et l'ensemble des parcours sont ouverts en formation initiale et en formation continue. Le parcours Juriste en Droit Social et en Ingénierie Sociale est ouvert en alternance (apprentissage et contrat de professionnalisation).

## INSCRIPTION DES ÉTUDIANT.ES INTERNATIONAUX/ALES

**Candidat.es de l'Union Européenne, de l'Espace Économique Européen ou de la Suisse**

• Inscription en L2, L3, M1, M2 ou doctorat : dossier de « Demande d'accès » (téléchargeable courant mai sur le site des composantes ou *via* E-candidat)

### Étudiant.es non européen.nes

• Inscription en L2, L3, M1, M2, Doctorat :  
- Vous résidez dans un pays équipé de Campus France : La procédure CEF/campus France est en ligne sur le site Campus France de votre pays

- Vous résidez en France ou dans un pays non équipé de Campus France : Vous devez déposer un dossier « Demande d'Accès » (téléchargeable courant mai sur le site des composantes ou *via* E-candidat)  
Plus d'informations sur <http://www.univ-lyon2.fr/> > Formation > Candidatures - Inscriptions

## AUTRES PARCOURS ET ÉTABLISSEMENTS PORTEURS

- Droit et relations sociales dans l'entreprise (DRESE) (Lyon 2)
- Mobilité internationale des travailleurs (Mobilité) (Lyon 2)
- Théorie et pratique du droit social (TPDS) (Lyon 2)
- Droit de la protection sociale (DPS) (Lyon 2 / Lyon 3)
- Droit social et relations du travail (DSRT) (Lyon 3)

— université  
— Lumière  
— Lyon 2

ANNÉE  
2019 / 2020

DOMAINE DROIT, ÉCONOMIE, GESTION

MASTER

MENTION DROIT SOCIAL

PARCOURS

JURISTE EN DROIT SOCIAL ET EN INGÉNIERIE SOCIALE

ALTERNANCE

CONTACT

### INSTITUT D'ÉTUDES DU TRAVAIL DE LYON (IETL)

#### Secrétariat

Campus Berges du Rhône  
Nicole BIANCO  
Tél. : 04.78.69.76.81  
Mail : [nicole.bianco@univ-lyon2.fr](mailto:nicole.bianco@univ-lyon2.fr)

#### Responsable Pédagogique

Pierre-Emmanuel BERTHIER

### SCUIO-IP

Service commun universitaire d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle  
Campus Porte des Alpes  
5, avenue Pierre Mendes-France  
- 69500 Bron

### PÔLE ORIENTATION & RÉUSSITE :

Accueil du lundi au jeudi de 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30, le vendredi de 13h30 à 16h30.  
Tél. : 04.78.77.23.42

### PÔLE STAGES & INSERTION :

Accueil du lundi au jeudi de 9h à 12h et de 14h à 17h, le mercredi de 9h à 12h, le vendredi de 14h à 17h.  
Tél. : 04.78.77.26.04

### SERVICE COMMUN DE FORMATION CONTINUE

Campus Berges du Rhône  
86, rue Pasteur – Lyon 7e  
<http://fc.univ-lyon2.fr>

Pour tout renseignement relatif aux démarches de validations d'acquis (VAPP et VAE) et de financements (CIF, Plan, Pôle emploi, etc.).

#### Information Conseil :

Tél. : 04.78.69.70.77  
ou 04.78.69.70.73

#### VAE :

Tél. : 04.78.69.72.65.

## OBJECTIFS DU PARCOURS

Le parcours Juriste en Droit Social et en Ingénierie Sociale, qui est une formation en alternance, est particulièrement destiné à former des juristes d'entreprises, consultants, responsables ou directeurs des ressources humaines, avocats spécialisés en droit social. Cette deuxième année de Master en alternance est destinée à faciliter les liens entre les enseignements dispensés à l'Université et la pratique acquise par l'étudiant dans le cadre de son activité menée chez un employeur. L'étudiant doit pouvoir adapter les connaissances acquises aux contraintes du terrain. Précisément, il doit pouvoir aborder chaque problème concret (le recrutement ou l'organisation du temps de travail par exemple) sous l'angle, à la fois, du droit du travail et du droit de la protection sociale.

## CONNAISSANCES À ACQUÉRIR

Le parcours permet aux étudiants de mettre en œuvre les connaissances juridiques acquises durant la première année du Master et de les mettre en pratique dans le cadre de l'alternance. Les enseignements sont répartis en quatre thèmes qui correspondent aux grands impératifs juridiques auxquels sont régulièrement confrontés les entreprises : le contrat de travail, l'organisation de l'entreprise, la restructuration et le contentieux. Les enseignements relatifs à chaque thème sont abordés sous l'angle du droit du travail et du droit de la protection sociale.

## COMPÉTENCES À ACQUÉRIR

- Gérer les relations avec les syndicats et les représentants élus du personnel ;
- Élaborer et mettre en œuvre des stratégies en matière de rémunération et de protection sociale ;
- Mettre en place des dispositifs juridiques relatifs à l'organisation de l'entreprise, à la discipline et à la sécurité des personnes ;
- Assurer la réorganisation d'une entreprise ;
- Installer les institutions représentatives du personnel et organiser des élections ;
- Négocier et rédiger des accords collectifs ;
- Maîtriser l'ensemble des aspects juridiques de la gestion des ressources humaines ;
- Assurer la gestion contentieuse des conflits et la médiation.

## DÉBOUCHÉS

Les débouchés professionnels de ce parcours sont les suivants :

- Juriste d'entreprise ;
- Juriste en droit social au sein d'un cabinet d'expertise comptable ;
- Consultant en protection sociale ;
- Directeur/responsable des ressources humaines ;
- Avocat spécialisé en droit du travail et/ou en droit de la protection sociale ;
- Cadre de la sécurité sociale ;
- Inspecteur du travail.

## SEMESTRE 1

### UE A1 Droit social :

- Droit du travail (CM+TD)
- Droit de la protection sociale (CM+TD)
- Méthodologie (dossier)

### UE B1 Environnement juridique du travail :

- Droit social international et européen (CM)
- Droit pénal du travail (CM)

### UE C1 Environnement social du travail :

- Santé et sécurité au travail (CM)
- Sociologie du syndicalisme (CM)

### UE D1 Langue :

- Anglais

## SEMESTRE 3

### UE A3 Ingénierie du recrutement :

- Aides, incitations et contraintes relatives au recrutement (CM)
- Conception et mise en œuvre des politiques de rémunération (CM)
- Évaluation, gestion des compétences et formation professionnelle (CM)
- Gestion des risques professionnels (CM)
- La mobilité du salarié (CM)
- Analyse et traitement de dossiers (TD)
- Diversité dans l'entreprise (CM)

### UE B3 L'organisation de l'entreprise :

- L'organisation du temps de travail (CM)
- Institutions représentatives du personnel et structure de l'entreprise (TD)
- La protection sociale interne à l'entreprise (CM)
- Les rapports entre l'entreprise et l'administration du travail (CM)
- Les rapports entre l'entreprise et les organismes de sécurité sociale (CM)
- Analyse et traitement de dossiers (TD)

### UE C3 Ingénierie de l'emploi :

- Droit et stratégies de la négociation collective relative à la restructuration (CM)
- Le sort des Institutions représentatives de l'entreprise (CM)
- Les leviers de maintien de l'emploi (CM)
- La perte de l'emploi (CM)
- Analyse et traitement de dossiers (TD)
- Gestion de paie (CM)

### UE D3 Médiation, conflits et contentieux :

- Médiation sociale et gestion des conflits (CM)
- Droit et pratique du contentieux du travail (CM)
- Droit et pratique du contentieux de la protection sociale (CM)
- Analyse et traitement de dossiers (TD)

### UE E3 Anglais juridique :

- Anglais juridique (TD)

## SEMESTRE 2 DROIT SOCIAL

### UE A2 Droit social :

- Droit du travail (CM+TD)
- Droit de la protection sociale (CM+TD)
- Méthodologie : constitution de dossiers juridiques (dossier)

### UE B2 Droit et gestion de l'entreprise :

- Relations de travail dans le secteur public (CM)
- Gestion des ressources humaines de la «diversité» (CM)
- Gestion des ressources humaines (TD)
- Droit commercial relatif aux relations de travail (CM)
- Politique et droit de l'UE en matière d'égalité (CM)

### UE C2 Relations sociales dans l'entreprise :

- Enjeux contemporains du travail: points de vue ergonomique (CM)
- Sociologie du travail (CM)

## SEMESTRE 4

### UE A4 Stage :

- Stage et rapport de stage
- Mémoire

## OBJECTIFS DU MASTER

La Mention de Master Droit Social est destinée à former des juristes spécialisés en droit social et en relations sociales dans l'entreprise.

Après une formation généraliste de licence en Droit, la Mention de Master Droit social permet l'acquisition et la maîtrise des connaissances et de la pratique du droit social. Le droit social est un droit complexe et en évolution permanente. Sa maîtrise est devenue indispensable à l'intérieur de l'entreprise, quelle que soit sa taille. Des compétences de haut niveau en droit social sont également indispensables pour toutes les structures de conseil aux entreprises (avocats, cabinets de consultants, etc.).

L'objectif du Master mention «Droit Social» est de former des juristes capables de maîtriser la complexité de ce droit en mutation permanente et de le mettre en œuvre. Il permet l'acquisition des connaissances du droit social dans toutes ses dimensions (droit du travail, droit de la protection sociale, droit social européen et international), susceptibles d'être mobilisées en entreprises (service RH ou service juridique) ou dans des structures dédiées au droit social (cabinets d'avocats, structures de conseil, service «social» des cabinets d'expertise comptable) ou encore dans des administrations et services publics chargés de la mise en œuvre de ce droit (organismes de sécurité sociale, Pôle-emploi). Les questions de droit social sont traitées de manière globale, comme elles le sont en entreprise et la formation intègre des enseignements pluridisciplinaires (ergonomie, sociologie du travail et des organisations, gestion des ressources humaines).

## STRUCTURE ET ORGANISATION PÉDAGOGIQUE

Le diplôme national de master est obtenu après l'acquisition de 120 crédits capitalisables, répartis sur 4 semestres, après la licence. La formation dispensée comprend des enseignements théoriques, méthodologiques et appliqués et, lorsqu'elle l'exige, un ou plusieurs stages. Elle comprend également une initiation à la recherche et, notamment, la rédaction d'un mémoire ou d'autres travaux d'études personnels. Le diplôme national de master ne peut être délivré qu'après validation de l'aptitude à maîtriser au moins une langue vivante étrangère dont l'enseignement doit être inscrit dans les parcours-types de formation. Les masters visent une insertion professionnelle de haut niveau, à bac + 5, et permettent la poursuite d'études en doctorat. Les mentions de master sont organisées autour de parcours-types plus spécialisés. La formation se construit dans chaque mention sur la base d'un socle partagé de compétences et de savoirs à l'ensemble des parcours-types qui permettent de valoriser les particularités du diplôme, les compétences ou les métiers concernés.

Un grand nombre de masters du site de Lyon Saint-Étienne sont le fruit d'une coopération forte entre plusieurs établissements du site.

## ORGANISATION DU MASTER

La mention de Master Droit Social est co-accréditée entre l'Université Lumière Lyon 2 et l'Université Jean Moulin, Lyon 3.

Les parcours rattachés à Lyon 2 sont adossés au CERCRID (UMR 5137) et plus particulièrement à l'équipe «Mutation du travail et des organisations en temps de crise». Les parcours de Lyon 3 sont adossés à l'équipe de recherche en droit privé (EA 3707).

La mention est organisée en deux ans. La première année est commune aux différents parcours. Elle vise à assurer un socle commun de connaissances fondamentales dans tous les champs du droit social (droit interne et droit européen et international) ainsi que dans certains champs connexes permettant d'appréhender les questions du travail dans l'entreprise (ergonomie, gestion des ressources humaines, sociologie du travail). Elle permet également d'acquérir une autonomie dans le travail, par le recours à une méthode de pédagogie inversée, qui est à l'œuvre depuis plus de 20 ans au sein de l'IETL et qui fait des étudiants les acteurs de leur formation.

La deuxième année de Master permet, au travers de parcours clairement identifiés, d'acquérir une spécialisation et une expertise en favorisant l'insertion professionnelle. Tous les parcours de Master sont professionnalisant et recherchent en priorité l'insertion professionnelle des étudiants. La formation privilégie l'acquisition de connaissances concrètes et la maîtrise d'outils opérationnels. Tous les parcours font très largement appel à des professionnels du droit pour assurer les enseignements de mise en pratique où le travail sur dossier est essentiel. Au cours de la deuxième année, certains cours peuvent être mutualisés entre plusieurs parcours. Au sein du parcours Mobilité Internationale des travailleurs, certains enseignements sont dispensés en anglais.

## CONTRÔLE DES CONNAISSANCES ET STAGE

Chaque parcours de master comprend un stage obligatoire en 2ème année de Master. Le stage fait l'objet d'un rapport de stage, d'une trentaine de pages, précisant le contexte du stage, les missions effectuées et le déroulement du stage. Ce rapport est distinct du mémoire de fin d'études, d'une centaine de pages, qui vise à approfondir un thème de préférence en relation avec les problématiques rencontrées au cours du stage. Le rapport de stage et le mémoire sont soutenus à l'issue de la formation, devant un jury composé du tuteur universitaire et du tuteur professionnel.

## DÉBOUCHÉS

Les débouchés sont : juriste d'entreprise spécialisé en droit social, directeur juridique, responsable du service de droit social, directeur de ressources humaines, consultant juridique, avocat spécialisé en droit du travail et/ou en droit de la protection sociale, rédacteur juridique, cadre de la Sécurité sociale, cadre dans des organisations professionnelles représentatives des salariés ou des employeurs, inspecteur du travail. La poursuite des études en doctorat en droit privé dans le cadre d'un contrat doctoral ou dans le cadre d'une convention CIFRE est possible.

## OUVERTURE INTERNATIONALE

Le Master en droit social intègre des enseignements en droit social international et européen. Les parcours Théorie et pratique du droit social et Mobilité internationale des travailleurs comprennent également des enseignements en droit social comparé dispensés par des professeurs étrangers invités. Le parcours Mobilité Internationale des travailleurs a une dimension internationale forte. Les étudiants peuvent partir étudier un semestre dans les Universités partenaires (Catane, Saint-Jacques de Compostelle, Québec).

## PUBLICS VISÉS

Une licence en droit est requise pour l'admission en Master Droit Social. La commission pédagogique examine les candidatures des étudiants venant d'autres filières, notamment des filières AES ou de parcours atypiques, pour une entrée éventuelle par équivalence.

## PRÉ-REQUIS

La connaissance du système juridique français est nécessaire de même que des connaissances en droit du travail et de la protection sociale (niveau licence).

En entrée en Master 2, Mobilité internationale des travailleurs, un bon niveau d'anglais est requis.